

Personne ne peut dire le contraire. Je défie qui que ce soit de dire le contraire.

Très bien. Que va-t-on faire? Taxer. C'est exact. On va réduire les services offerts. C'est exact. On va imposer des sacrifices. C'est exact.

Toutes ces mesures sont au budget. Mais sous une forme modeste. Rien d'excessif. Le budget est modeste en ce qui concerne ses mesures fiscales et autres. Ce budget est modeste. Il pourrait être fort différent? A quel point?

Eh bien, au cours de la campagne électorale, le chef de l'opposition a parlé de réduire le déficit de neuf milliards de dollars. Ce n'est certes pas avec ce budget qu'on y arrivera. Mais c'était là l'objectif qu'il s'était lui-même fixé.

Ma foi, je me rends compte qu'il ne nous a pas beaucoup parlé récemment de la façon d'y arriver. Mais c'est là l'objectif qu'il s'était lui-même fixé: une réduction de neuf milliards de dollars.

Nous sommes plus modestes. Nous n'avons pas réduit notre déficit d'autant—et nous ne croyons pas devoir le faire. Et la raison en est claire: il faut s'assurer que les effets néfastes de l'économie gouvernementale et d'une hausse d'impôts ne seront pas tels qu'ils finiront par nuire à la croissance économique du pays. Je ne crois pas que ce budget ait produit pareil résultat et je me propose d'expliquer pourquoi.

Permettez-moi d'aborder le second point qui m'inquiète au sujet du déficit. Si je comprends bien mon honorable ami, il est en train de nous dire qu'il se préoccupe quelque peu des déficits—il ne semble pas vouloir nous dire à quel point—mais qu'il croit nécessaire de continuer à les accumuler.

Que peut-on faire d'autre que réduire le déficit, comme le propose le gouvernement? Ma foi, le laisser grimper.

L'autre solution est de le laisser grimper. Et qu'est-ce que cela nous rapporterait? Une réduction du chômage. C'était là la logique de son argument. Il a proposé de revenir à la politique que nous avisons, en vertu de laquelle les déficits n'étaient certainement pas la principale préoccupation d'un ministre des Finances ni même une très importante question, je suppose, car leur augmentation devait entraîner une diminution du chômage.

● (2250)

Est-ce ce qui s'est passé? Est-ce ce qui est arrivé depuis dix ans alors que le déficit a augmenté? Le chômage a-t-il baissé pendant que le déficit augmentait? Pas du tout. Il a grimpé lui aussi et nous avons eu droit du même coup à un déficit et à un chômage élevés.

Le sénateur Walker: Et à une plus forte inflation.

Le sénateur Roblin: Un sénateur a parlé d'une plus forte inflation. De cela je ne suis pas absolument sûr.

Il faut être très prudent, car je ne crois pas qu'il existe une seule personne au monde qui sache vraiment, de façon positive

[Le sénateur Roblin.]

et catégorique, ce que nous devons faire pour nous extirper de nos problèmes. Nous devons reconnaître qu'il y a plusieurs façons de voir la chose et je ne suis pas assez dogmatique pour prétendre que seuls mes amis et moi-même connaissons les bonnes réponses, car je crois qu'ils sont aux prises avec ce problème, tout comme mon honorable collègue le serait s'il était dans ma position ce soir, voire à l'autre endroit. Soyons francs. Reconnaissons, que dans certaines régions du monde, les problèmes de déficit et de chômage se posent d'une certaine façon et dans d'autres coins du monde, d'une autre façon. Nous savons ce qui se passe chez nous et c'est la seule chose dont nous ayons la maîtrise. Au Canada, nous nous apercevons que l'accroissement du déficit n'a pas entraîné une réduction du chômage. En fait, le chômage a lui aussi augmenté.

On pourrait prétendre qu'il y a tant d'autres facteurs qu'il est difficile d'avoir des certitudes comme certains d'entre nous le voudraient. Il faut voir un rapport entre le déficit et le chômage chez nous et les tendances économiques dans le monde. C'est un fait, et je ne serai pas assez fou pour le nier ou pour affirmer qu'il est faux de prétendre que notre situation économique dépend énormément de la situation internationale; pas simplement aux États-Unis, mais partout. C'est un fait.

Je ne viens pas ici prétendre que le budget de mon honorable collègue, le ministre des Finances, ou mon opinion constituent la solution à tous nos problèmes. Voici notre raisonnement: Nous avons exploré la voie des déficits sans cesse accrus, mais nous ne sommes pas parvenus à réduire le chômage, comme nous l'espérons. N'étant pas parvenus à nos objectifs de cette façon-là, nous en avons conclu que nous devions changer de cap, et nous ne parviendrons pas à réduire de 9 milliards de dollars le déficit, comme le chef du parti libéral l'a donné à entendre. Nous procédons beaucoup trop prudemment pour cela.

Ce que nous cherchons à faire tout d'abord, c'est à stabiliser le déficit, de façon à maîtriser progressivement le service de la dette. Puis, nous réduirons le déficit au fur et à mesure que la situation économique nous le permettra. J'estime très important de stabiliser le déficit et de réduire le service de la dette. Je suis un homme simple. Je le confesse, je n'ai pas compris les arguments compliqués que je viens d'entendre. Peut-être me le reprochera-t-on, mais je sais bien que si je n'arrive pas à réduire les intérêts que le Canada doit payer sur sa dette, je ne serai pas en mesure de fournir aux Canadiens les services dont ils ont besoin, car je n'aurai pas l'argent voulu pour les payer.

De sorte que si l'on considère les choses à long terme, une chose s'impose: stabiliser les frais d'intérêt pour qu'ils diminuent en proportion de la dette. Je doute que leur valeur absolue puisse diminuer, mais quant au pourcentage qu'ils représentent par rapport aux impôts que nous prélevons sur les particuliers, les frais d'intérêt seront d'abord stabilisés à 34 p. 100, ce qu'ils sont maintenant, et commenceront ensuite à diminuer. Si nous atteignons cet objectif, nous aurons réussi à mettre un peu d'équilibre dans nos finances nationales.